

## **Déclaration des professeurs et professeurs des collèges et des universités Montréal, le vendredi 4 mai 2012**

Par *Professeur*, on entend les personnes chargés de cours, les maîtres de langue  
et les professeures, professeurs de collège et d'université.

Réunis avec les étudiantes et les étudiants de la CLASSE, de la FEUQ et de la FECQ et leurs représentants, les professeures et professeurs des universités et des cégeps tiennent d'emblée à saluer la solidarité et la détermination dont font preuve les étudiantes et les étudiants malgré les tentatives répétées du gouvernement pour les diviser et discréditer leur mouvement.

Cette grève étudiante engagée contre la hausse accélérée des frais de scolarité a ramené à l'avant-plan la question de la gratuité scolaire, celle-là même abordée de front dans le Rapport Parent de 1966, dont nous avons ici présent l'un des auteurs, le professeur Guy Rocher. Si dans le Québec de 1966 la gratuité scolaire au niveau universitaire était souhaitable à long terme, qu'en est-il du Québec de 2012?

Et si le gouvernement Charest, en 2007, a pu transformer en baisses d'impôts 900 millions de dollars récupérés du Fédéral au titre de l'éducation postsecondaire, comment refuser aujourd'hui un débat – que ce soit le gel ou la gratuité – dont l'enjeu financier porterait sur une somme bien moindre?

Depuis le début de la crise, par l'intermédiaire de communiqués, de lettres, de résolutions syndicales ou de participations aux événements organisés par les étudiantes et les étudiants, de nombreux professeurs ont donné leur appui à la grève étudiante.

Nous tenons à dire que nous réfutons les propos du premier ministre, qui remerciait vendredi dernier les professeurs pour leur collaboration avec le gouvernement dans ce dossier : il n'en est rien!

De la même manière, nous dénonçons les positions des rectrices et recteurs d'université, la CRÉPUQ, qui acceptent de défrayer le gouvernement du coût des rares mesures nouvelles annoncées à ce jour.

Comme professeurs de cégep et d'université, nous réitérons ici :

- notre exigence du gel des frais de scolarité;
- notre refus de la présence des corps policiers sur les campus des universités et des cégeps;
- notre condamnation de la brutalité policière;
- notre refus du recours au judiciaire comme gendarme de la pédagogie;
- la nécessité de la tenue d'États généraux sur l'université, qui porteraient entre autres sur l'accessibilité à l'enseignement supérieur, sa finalité et son financement.

Les professeures, professeurs d'université et de cégep engagent leur vie active et professionnelle dans la formation sociale, culturelle et scientifique, la transmission du savoir et le développement des connaissances. Ils et elles souhaitent une population étudiante tout aussi engagée dans l'apprentissage de la vie citoyenne et la contribution active à la société québécoise.

Monsieur le Premier Ministre,  
Madame la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,  
Monsieur le ministre des Finances,

Pour sortir d'une crise que vous avez largement contribué à aggraver, retournez à la table de négociations, et ne boycottez personne!

Ce qu'attend la société québécoise des étudiantes et des étudiants, ce n'est pas d'enrichir les banques mais de se consacrer à leurs études, résolument, sans craindre l'endettement.

Un diplôme ne s'achète pas; l'éducation supérieure n'est pas une marchandise!